

CNCDH

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dossier de presse

**LE PRIX
DES DROITS DE L'HOMME
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Édition 2025



LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Le Prix a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits humains, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.

Par ce Prix, la République française souhaite soutenir les actions individuelles et collectives en faveur de la défense et de la protection des droits humains dans le monde.

Le Prix reconnaît le rôle fondamental que joue la société civile, et en particulier les organisations non gouvernementales, dans la promotion et la protection de ces droits.

La France entend ainsi mettre à l'honneur et encourager les acteurs de terrain. Les lauréats reçoivent une dotation de 14 000 euros pour soutenir la mise en œuvre de leur projet. De plus, en vertu de la valeur protectrice du Prix, les lauréats et mentions spéciales, parfois menacés dans leur pays à cause de leur action en faveur des droits humains, sont placés sous la protection diplomatique des ambassades françaises à l'étranger.

Pour l'édition 2025, le Prix est remis aux lauréats par Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations et par Jean-Marie Burguburu, président de la CNCDH, lors d'une cérémonie organisée à Paris le 10 décembre 2025.

CNCDH

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'institution nationale française des droits de l'homme, accréditée auprès des Nations Unies. Institution collégiale et indépendante, la CNCDH a pour missions de conseiller les pouvoirs publics en matière de droits humains et de droit international humanitaire, de contrôler le respect par la France de ses engagements internationaux en la matière, et de sensibiliser et former aux droits humains.





LE THÈME 2025

Exploitation et traite des enfants

La traite et l'exploitation des enfants sont des phénomènes multiformes et complexes, toujours violents, qui continuent de se répandre et d'évoluer à l'intérieur et au-delà des frontières. Aucune tranche d'âge, aucun genre, aucune nationalité n'est à l'abri de la traite des enfants ; il s'agit d'un phénomène véritablement mondial.

Chaque année, des dizaines de millions d'enfants sont victimes de traite et d'exploitation, sans qu'il soit possible d'en évaluer précisément le nombre.

Selon le dernier rapport de l'Agence des Nations unies contre la drogue et le crime (décembre 2024), le nombre global d'enfants victimes détectés aurait augmenté de 31 % entre 2019 et 2022, avec une hausse de 38 % enregistrée pour les filles.

Les formes d'exploitation sont très diverses : les enfants peuvent être victimes d'exploitation au travail dans un large éventail de secteurs (agriculture, domesticité, restauration notamment), de contrainte à commettre des infractions (narcotrafic, vols à l'étalage), de contrainte à la mendicité, de trafic d'organes, de mariages forcés, d'enrôlement comme enfants soldats. L'exploitation sexuelle, notamment par la prostitution, la pornographie et la servitude sexuelle, est également très répandue.

La traite et l'exploitation des êtres humains constituent une violation grave et multiple des droits des enfants qui les prive de leur dignité, du droit à l'éducation, à des soins de santé, au repos et aux loisirs, du droit de ne pas être soumis à des peines ou traitements dégradants, du droit de préserver leur identité, etc.

LES LAURÉATS



HORS LA RUE

FRANCE

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Crée en 2004, l'association Hors la Rue a pour mission principale de repérer et d'accompagner les jeunes en danger, à la rue, notamment les mineurs étrangers, qui sont plus à risque de devenir victimes de traite des êtres humains. Elle œuvre à faire évoluer les regards et les pratiques des institutions, du monde associatif et de la société envers ces jeunes en errance, les moins demandeurs et les plus éloignés des dispositifs de protection.

Hors La Rue conduit ses activités à Paris et en proche banlieue. Elle réalise des maraudes dans les rues pour repérer les jeunes en situation de danger et créer un lien de confiance.

L'association a, en outre, créé un centre de jour à Montreuil. Elle mène également des actions de sensibilisation et de plaidoyer afin de favoriser une meilleure prise en charge des enfants étrangers en danger par les pouvoirs publics.



“

Les équipes de Hors la Rue partagent la conviction que la lutte contre les violences subies par les enfants implique de considérer chaque enfant comme un enfant et une personne singulière. Les enfants en situation de migration ou en mobilité sont trop souvent mal considérés par nos sociétés qui portent sur eux un regard faussé qui invisibilise les violences subies, et notamment leur exploitation par des tiers.

CONTACT

horslarue.org

 HorsLaRue

 horslarue

 Hors la rue

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet primé sert plusieurs objectifs :

- Renforcer les capacités de l'équipe pluridisciplinaire d'Hors la Rue à repérer et à accompagner des mineurs et jeunes majeurs présumés victimes de traite d'êtres humains (avec des formations sur la traite des êtres humains et sur les publics accompagnés par l'association) ;
- Favoriser la reconnaissance du statut juridique de victime de traite d'êtres humains, indispensable à la réinsertion et à l'autonomie des jeunes, notamment en renforçant la coopération avec d'autres acteurs associatifs et institutionnels ;
- Promouvoir une approche centrée sur les victimes auprès des instances politiques.



MOT DU JURY

Le jury salue le travail de l'association Hors la Rue, essentiel pour repérer et accompagner les enfants et adolescents devant vivre dans la rue victimes de traite. Il souligne la qualité du projet alliant sensibilisation des acteurs institutionnels et reconnaissance juridique des victimes. Ce projet répond à un besoin crucial de protection et de justice.

“

Ce prix est, pour nous, la reconnaissance du travail accompli par les professionnels de l'association depuis plus de 20 ans. Il nous appelle aussi à maintenir une exigence et à poursuivre le travail. Car, si désormais les mineurs victimes de traite des êtres humains commencent à être mieux considérés, un long chemin reste à parcourir, notamment pour accompagner les victimes qui, malgré la reconnaissance de la Justice, peinent à se reconstruire.

EAU DE COCO

MADAGASCAR

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Fondée en 1994, Eau de Coco est née de la volonté de lutter contre l'extrême pauvreté et les inégalités dans le monde. L'association porte des projets en particulier au bénéfice des femmes et des enfants.

Active à Madagascar, l'organisation se mobilise pour améliorer la qualité de vie des personnes marginalisées dans le sud du pays, particulièrement celle des enfants et de leur entourage familial. En raison de la pauvreté structurelle, de la complicité de certaines familles et d'acteurs locaux ou encore de la corruption, de nombreux enfants issus de familles pauvres sont victimes de traite et d'exploitation.

La trop faible mobilisation des pouvoirs publics, découlant notamment d'un manque de volonté politique, pour éliminer la traite des êtres humains dans le pays n'est pas à la hauteur de l'ampleur du phénomène. L'impunité pour les auteurs règne. Eau de Coco mise sur l'éducation comme moteur de développement durable.



CONTACT

eaudecoco.org

 [associationeaudecoco](https://www.facebook.com/associationeaudecoco)

 [associationeaudecoco](https://www.instagram.com/associationeaudecoco)

“

L'association Eau de Coco s'engage depuis plus de vingt ans contre la traite et l'exploitation des enfants, car nous considérons que chaque enfant, ici et ailleurs, a le droit à la dignité, à la protection, à l'éducation et donc au respect de ses droits fondamentaux. Nous intervenons dans des zones où la pauvreté expose les plus jeunes à des formes graves de violences et d'abus, afin de briser durablement ces mécanismes de vulnérabilité.



PRÉSENTATION DU PROJET

Convaincue que l'éducation est un levier majeur pour sortir les enfants de la pauvreté et donc du risque d'être victimes de traite, l'association porte, depuis 2012, le projet « École des saphirs - bien plus qu'une école » dans le village d'Antsomadiro. Dans cette localité, près de 90 % de l'économie repose sur l'exploitation illégale des mines de saphirs, et une majorité d'enfants y sont directement exploités.

Le projet vise à offrir une sortie durable des enfants du travail dans les mines grâce à l'accès à une éducation de qualité, l'accompagnement juridique, la nutrition et l'accès à l'eau potable, et à prévenir le travail forcé des enfants en sensibilisant les familles et les leaders communautaires. Elle mène également des actions de sensibilisation et de plaidoyer afin de favoriser une meilleure prise en charge des enfants étrangers en danger par les pouvoirs publics.

MOT DU JURY

Le jury souhaite saluer ce projet qui lutte efficacement contre le travail des enfants dans les mines de pierres précieuses grâce à la mise en œuvre d'un accompagnement global. Il a été particulièrement sensible à la mobilisation des familles et des communautés, qui renforce l'impact et la pérennité des mesures mises en place.



“

Pour notre association, ce prix représente bien plus qu'une distinction : c'est une reconnaissance forte de l'engagement quotidien de nos équipes, nos bénévoles et nos partenaires auprès des enfants les plus vulnérables. Il met en lumière des réalités souvent invisibles et renforce la légitimité de notre action contre l'exploitation et la traite notamment dans le sud de Madagascar. Recevoir ce Prix est, pour nous, un encouragement à poursuivre, avec encore plus de détermination.

ISTIQBOLLI AVLOD

OUZBÉKISTAN

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

L'ONG IstiqBolli Avlod a été fondée dans la capitale de la République d'Ouzbékistan, Tachkent, en 2001. Déployant désormais ses activités via ses 14 antennes régionales couvrant l'ensemble du pays, l'association poursuit l'objectif premier d'éradiquer la traite des êtres humains dans la société, portant une attention particulière aux enfants et aux femmes. L'association se mobilise aussi contre les violences sexuelles et domestiques.

Alors que l'impunité ne recule pas et que les victimes ne sont pas assez soutenues, l'association mène diverses actions : prévention de la traite, de l'exploitation sexuelle et par le travail, accompagnement psychologique et juridique des victimes, programmes éducatifs, actions de plaidoyer. Plus de 15 000 Ouzbeks ont été accompagnés, parmi lesquels 6 000 victimes de traite dont 2 000 enfants.



CONTACT

istiqbolliavlod.uz

 Istiqbolli avlod

 Istiqbolliavlod_uz

“

En vingt-cinq ans de travail, nous avons compris que l'exploitation des enfants est l'un des enjeux les plus douloureux et inquiétants de notre époque. Notre engagement reflète notre profonde inquiétude et notre refus de rester indifférents. Il prolonge notre longue lutte pour ceux qui ne peuvent se protéger eux-mêmes. Nous voulons que les enfants grandissent en sécurité, et nous cherchons à sensibiliser la société à cette urgence.



PRÉSENTATION DU PROJET

Ces dernières années, les membres de l'ONG ont accompagné tout au long de la procédure pénale des dizaines de jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle. Ils ont fait le constat chez ces jeunes victimes d'une incompréhension du processus pénal, d'une peur des forces de l'ordre et d'une méfiance envers la justice.

Le projet « Une justice adaptée aux enfants : ne craignez pas le tribunal » a pour but de soutenir et sensibiliser le grand public à la nécessité et l'urgence de promouvoir un système judiciaire juste, bienveillant et adapté aux enfants. Le projet prévoit la mise à disposition et la diffusion d'infographies, de supports visuels et d'informations notamment des récits et des interviews avec les enfants ; la mobilisation de personnalités engagées et influentes pour alerter et informer ; et la sensibilisation et la formation des agences gouvernementales et acteurs étatiques (tribunaux, forces de l'ordre, médiateur des enfants...).

MOT DU JURY

“ Pour notre organisation, le Prix est un moment de véritable triomphe et une profonde joie. C'est une reconnaissance sincère de la dévotion et de la compassion que notre équipe met dans son travail. C'est le moment où chacun ressent que ses efforts rendent vraiment le monde plus bienveillant. Le Prix est pour nous un élan puissant et inspirant. Il nous donne la force d'avancer et de surmonter les difficultés de cette mission essentielle.

Le jury a été marqué par l'engagement remarquable de cette association dans l'accompagnement des jeunes confrontés à des expériences particulièrement difficiles, notamment dans leurs démarches auprès de la justice. Il valorise les efforts de sensibilisation déployés à travers des formations et des actions d'information menées dans des lieux à forte affluence. Le projet est construit en réponse à un besoin identifié à partir du terrain. La vertu protectrice du Prix devrait par ailleurs permettre à l'équipe de poursuivre son travail sereinement.

CHILDREN'S LEGAL DEFENSE CENTER

SOMALILAND / SOMALIE

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Crée en 2020 au Somaliland, l'ONG Children's Legal Defense Center (CLDC) défend les droits des enfants en conflit avec la loi. Elle œuvre pour que les enfants, en particulier ceux touchés par la traite, la migration irrégulière et l'exploitation, soient reconnus juridiquement comme des victimes, et qu'ils aient accès à la justice, à la protection et à la réhabilitation.

Le CLDC fournit une assistance juridique gratuite, organise des sessions d'éducation aux droits dans les centres de détention et accompagne les familles afin de renforcer la protection communautaire.

Elle mène également des actions de sensibilisation et de plaidoyer afin de favoriser une meilleure prise en charge des enfants étrangers en danger.

Le Somaliland fait face à des défis politiques, économiques et sociaux considérables qui accentuent la vulnérabilité des enfants et des jeunes adolescents à toutes les formes d'exploitation et de traite des êtres humains.

L'adoption en 2022 d'une loi contre la traite et le trafic de migrants n'a pas permis de faire reculer le fléau.



CONTACT

cldcsl.org

 CLDCSomaliland

 cldcsomaliland

“

Nous avons créé le Children's Legal Defense Center parce que, au Somaliland, des lois existent pour protéger les enfants détenus – y compris les victimes de la traite – mais elles ne sont pas effectivement appliquées par les autorités. Notre motivation est de faire passer les droits humains de la théorie à la réalité, en veillant à ce que ces enfants soient reconnus comme des victimes par la loi, et non comme des délinquants, et à ce que leurs droits deviennent une réalité vécue.



“

Être nommé lauréat confirme que nous ne devons pas abandonner, même dans un environnement opérationnel extrêmement difficile. Cela renforce notre détermination à continuer de défendre les droits des enfants emprisonnés, y compris ceux arrêtés pour avoir tenté de migrer de manière irrégulière.

PRÉSENTATION DU PROJET

L'association souhaite contribuer à l'application de la loi de 2022 et garantir que les enfants soient considérés comme des victimes et non comme des délinquants.

Le projet présenté vise en premier lieu à apporter une assistance juridique gratuite et une représentation directe à au moins 30 jeunes poursuivis à tort pour migration irrégulière ou exploitation.

Le projet prévoit la mise en place de cliniques mobiles dans les zones frontalières, des sessions d'éducation aux droits en détention pour au moins 75 jeunes, et l'accompagnement des familles et tuteurs représentant au moins 30 mineurs. L'association souhaite en outre sensibiliser les acteurs du monde judiciaire et les forces de l'ordre.

MOT DU JURY

Le jury tient à saluer un projet d'une grande solidité et d'une remarquable portée humanitaire, qui renforce la protection des enfants et des jeunes victimes de traite au Somaliland. La complémentarité des actions proposées, visant les jeunes, leur entourage et les professionnels qui peuvent être en contact avec eux, reflète une très bonne connaissance et une adéquation aux réalités du terrain.

NATIONAL FOUNDATION FOR DEVELOPMENT AND HUMANITARIAN RESPONSE

YÉMEN

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Crée en 2012, l'association yéménite National Foundation for Development and Humanitarian Response (NAHR) a pour missions de renforcer la participation des communautés dans l'accès aux services essentiels et de défendre les droits des personnes vulnérables, particulièrement celles affectées par les conflits et les déplacements.

L'association intervient dans plusieurs secteurs, notamment l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, la protection et l'égalité de genre, la mise à l'abri et la gestion de camps humanitaires.



CONTACT

- nahr.org
- [Nahr / nahr24](https://www.facebook.com/nahr24)
- [nahr_yem](https://www.instagram.com/nahr_yem)
- [nahr24](https://www.linkedin.com/company/nahr24/)

“

Notre participation au Prix n'était pas un simple geste symbolique, elle est l'expression concrète de notre engagement à relever les défis les plus difficiles et de notre détermination à faire entendre la voix des groupes les plus vulnérables, en veillant à ce que leurs droits ne soient jamais négligés, quelles que soient les circonstances. Cette démarche reflète également notre volonté de bâtir des ponts de coopération avec la communauté internationale, afin de garantir la pérennité de notre impact positif et de renforcer notre capacité à engendrer un changement réel.



PRÉSENTATION DU PROJET

La ville d'Aden se heurte à d'immenses défis pour protéger les enfants contre l'exploitation et la traite. Les travaux forcés, l'exploitation sexuelle, le recrutement dans des groupes armés, ou encore les mariages précoces trouvent place dans un contexte de pauvreté, d'absence de système de protection de l'enfance, de conflits, de déplacements et de manque d'accès à l'éducation.

Le projet primé développe trois axes :

- Sensibiliser les familles, les éducateurs et les autorités aux risques de traite pour les enfants et à l'impératif de leur offrir un environnement sécurisé ;
- Identifier et protéger les enfants victimes et leur permettre de se reconstruire par des programmes psychosociaux et éducatifs ;
- Accompagner la montée en compétences de tous les professionnels en contact avec les enfants.

“

Pour nous, ce prix constitue une tribune internationale majeure pour amplifier la voix des groupes marginalisés et défendre leurs droits auprès de la communauté internationale. Il nous apporte également une motivation morale et stratégique pour continuer à innover et à élargir la portée de nos futurs projets. Cette distinction ne marque pas l'aboutissement de notre engagement ; elle ouvre au contraire une nouvelle phase de coopération avec des partenaires internationaux.

MOT DU JURY

Le jury salue un projet clair et remarquablement détaillé, porté par une approche fondée sur les droits. Le projet combine sensibilisation et démarche participative, témoignant d'une réelle volonté d'inclure les communautés et acteurs concernés pour une protection sur le long terme. L'expérience avérée de l'équipe dans la protection des enfants dans des régions touchées par les conflits confère au projet une crédibilité et une pertinence exemplaires.

LES MENTIONS SPÉCIALES



Fondée en octobre 2019, la fondation colombienne Empoderame – Mujeres EMME accompagne les personnes déplacées, en raison de conflits, de catastrophes environnementales, en particulier les femmes et les jeunes. Elle leur apporte un soutien psychosocial et juridique.

L'association souhaite poursuivre et renforcer le projet « Jeunes filles qui se lèvent » lancé durant la pandémie de Covid-19, une période au cours de laquelle la vulnérabilité des filles et des adolescentes face à la traite et à l'exploitation sexuelle s'est accrue, en raison de la fermeture des écoles, de l'instabilité économique et de l'augmentation des migrations forcées. Par ce projet, l'association vise à offrir aux jeunes filles victimes de véritables alternatives pour une vie digne et en sécurité.

empoderame.org



Fundacion Empoderame
(Mujeres Emme)



L'organisation Koutcha agit depuis 2013 en France métropolitaine et dans les Outre-Mer pour la compréhension, l'information, l'évaluation et la protection des personnes mineures victimes de traite des êtres humains. Elle est à l'initiative en 2021 de l'ouverture de la Maison Aska, premier centre expérimental sécurisé et sécurisant dédié aux mineurs nécessitant un placement éloigné du lieu d'exploitation. L'association a aussi créé le réseau Satouk regroupant des structures d'hébergement spécialisées dans la prise en charge des victimes de traite des êtres humains.

Koutcha œuvre à la pérennisation de la Maison Aska et à la diffusion de telles solutions innovantes de mise à l'abri et de prise en charge des mineurs victimes de traite auprès d'autres associations et d'institutions.

koutcha.org Association Koutcha

MOT DU JURY

Le jury souhaite mettre en avant la qualité remarquable du projet, en ce qu'il redonne une perspective d'avenir à ces jeunes filles, tout en renforçant leurs compétences et leur autonomie. Le jury apporte son soutien à l'association dont certains membres sont menacés.

MOT DU JURY

Le jury mentionne l'importance de soutenir le travail de l'association. En coordonnant efficacement le réseau national Satouk et en formant les professionnels en première ligne, elle renforce significativement la capacité collective à protéger ces jeunes. L'ouverture de la Maison Aska constitue un jalon majeur : un lieu sécurisé offrant un accueil spécialisé, un suivi global et une reconstruction psychologique, éducative et sociale pour un public d'une extrême vulnérabilité.



OPEN GATE LA STRADA MACÉDOINE DU NORD

Créée en 2000 l'organisation Open Gate / La Strada lutte contre la traite des êtres humains et soutient les victimes, dont les enfants, en Macédoine du Nord. Membre fondateur du réseau La Strada International, l'association a développé une approche participative et centrée sur la victime.

Le projet présenté, « Améliorer la prévention et la prise en charge des victimes de mariages forcés », a pour principal objectif la prévention et la réduction des mariages forcés en tant que forme de traite des êtres humains (recherche pour mieux appréhender le phénomène, sensibilisation, mise à l'abri).

lastrada.org Open Gate Macedonia

open-gate-la-strada-north-macedonia

lastrada_macedonia

MOT DU JURY

Le jury souligne la clarté et la pertinence avec laquelle le projet aborde le mariage forcé comme une forme de traite des êtres humains malgré le fait qu'il soit encore largement sous-estimé en Macédoine du Nord et dans les Balkans occidentaux. Il salue un projet déjà en cours, structuré autour d'actions complémentaires - repérage et soutien aux victimes, plaidoyer, sensibilisation, et formation de futurs travailleurs sociaux.



ASSOCIATION POUR LE SOURIRE D'UN ENFANT FRANCE / SÉNÉGAL

L'association Pour le sourire d'un enfant fondée en 1989 mène des actions auprès des mineurs qui sont en conflit avec la loi. Elle leur propose des alternatives à la rue et à la détention afin de prévenir la violence et la criminalité juvénile, de lutter contre la traite des enfants et de permettre à ces jeunes de se reconstruire et de s'insérer socialement.

L'association souhaite déployer la méthode thérapeutique expérimentée depuis plusieurs années déjà « Escrime et justice réparatrice » pour les filles victimes de traite des êtres humains. Ce projet « Yoonproject » vise à identifier les réseaux, faire reconnaître le statut de victimes aux filles qui sont exploitées et leur permettre de se reconstruire.

pse.org Pour le sourire d'un enfant fencinginjail

MOT DU JURY

Le jury salue l'originalité et la pertinence de ce projet. En s'attachant au renforcement de la protection des victimes de traite d'êtres humains au Sénégal par l'alliance originale avec le sport, il permet aux jeunes, avec un ciblage sur les jeunes en détention, de se reconstruire dans un cadre sécurisé.



SPEAK UP ÉGYPTE

L'association Speak Up implantée en Égypte depuis 2020 agit contre les violences de genre facilitées par le numérique.

L'association gère la première ligne d'écoute en Égypte qui permet d'apporter un soutien rapide aux victimes d'exploitation en ligne, y compris des enfants, notamment grâce à la suppression de contenus illégaux grâce à des partenariats avec les plateformes. Elle mène en outre des activités de soutien aux victimes, de sensibilisation et d'éducation, et de plaidoyer pour obtenir un renforcement de la législation nationale.

Le projet récompensé vise à protéger en particulier les enfants et les adolescents contre l'exploitation et la traite en ligne, notamment en renforçant l'identification et l'orientation des victimes mineures grâce à un numéro d'urgence, en mettant en œuvre des actions d'information et de sensibilisation des mineurs et des familles, et en offrant un soutien psychologique et juridique.

speakupeg.com



Speakup00



speakup.00



speakup

MOT DU JURY

Le jury prend très au sérieux la demande de protection formulée : l'équipe évolue dans un environnement marqué par la surveillance, les pressions, les menaces et même des arrestations dont la disparition forcée de la fondatrice constitue un exemple particulièrement grave. Le jury considère que la reconnaissance internationale et la perspective d'une protection diplomatique française seraient pour l'association un soutien essentiel, renforçant sa sécurité et la pérennité d'un travail indispensable.

CNC DH

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

www.cncdh.fr

